

Le nouvel épicentre du Parti communiste vietnamien : Tô Lâm et l'affirmation des services de sécurité

Benoît de Tréglodé | 12 février 2026 | ARTICLES | 



Le 14^e Congrès du Parti communiste vietnamien (PCV) s'est tenu du 19 au 23 janvier 2026 à Hanoï et a réuni 1 586 délégués, représentant plus de 5 millions de membres du Parti à l'échelle nationale. Sans surprise, Tô Lâm, le secrétaire général du PCV, a été reconduit [pour un second mandat](#). Après avoir occupé le poste de ministre de la Sécurité publique de 2016 à 2024, ce général (de police) avait été nommé président en mai 2024, puis secrétaire général du Parti après le décès de Nguyễn Phú Trọng en juillet 2024. À première vue, le pays envoie un signal de continuité politique, assorti d'un durcissement assumé de l'autorité du PCV, qui renforce son emprise dans un contexte de profondes transformations sociales, perçues par les dirigeants comme [susceptibles d'affaiblir le contrôle du Parti sur la société](#).

Tô Lâm poursuit l'ambition de faire du Viêt Nam un pays à revenu intermédiaire supérieur d'ici 2030 (c'est-à-dire avec un revenu brut par habitant compris entre 4 516 et 13 000 USD par an), puis une nation socialiste développée à revenu élevé à l'horizon 2045 (soit un revenu brut par habitant égal ou supérieur à 14 000 USD). Le secrétaire général est en effet convaincu que la pérennité du régime qu'il représente repose sur la croissance économique, érigée en dimension quasi sacrée de son projet politique. À cet égard, la [résolution 68](#) de 2025 sur le développement de l'économie privée, document majeur du PCV, reconnaît pour la première fois, de manière explicite, le secteur privé comme l'« un des moteurs les plus importants de l'économie nationale ». Les performances économiques enregistrées en 2025 – [une croissance de 8 %, malgré les droits de douane américains, et un excédent commercial de 20 milliards USD](#) – contribuent à renforcer la légitimité du Parti.

Toutefois, l'enrichissement de la société (en 1993, le taux de pauvreté au Viêt Nam dépassait 58 %, mais il est aujourd'hui tombé sous la barre des 2 %) s'accompagne d'une tendance marquée à la concentration du pouvoir au sommet de l'État, autour du PCV et, plus particulièrement, de ses acteurs issus de l'appareil sécuritaire. Ce texte se propose d'analyser les implications politiques de la reconduction Tô Lâm au poste de secrétaire général, ainsi que ses réseaux politiques sur un territoire refaçonné par son

ambitieuse réforme administrative en 2025.

Tô Lâm concentre le pouvoir autour de l'État-parti et de ses proches

La consolidation de l'autorité du Parti constitue la priorité du nouvel homme fort du pouvoir vietnamien dans un contexte où l'ouverture économique rapide de la société a eu des conséquences sociales qui sont perçues comme susceptibles de fragiliser l'avenir du régime. L'enjeu pour le Parti est de contrer ce qu'il identifie comme la « présence de forces hostiles cherchant à renverser le gouvernement, ainsi qu'un risque de déclin idéologique au sein des cadres, associé à une érosion de la confiance populaire ». Si, au Viêt Nam, la relation entre l'État et le Parti fait traditionnellement l'objet d'interrogations, l'histoire politique du pays montre que cette distinction institutionnelle est moins opérante qu'elle ne l'a parfois été dans le passé. Le PCV intervient en effet directement dans le fonctionnement de l'État, notamment là où les blocages administratifs, pour des raisons structurelles ou politiques, entravent l'action bureaucratique. La formule consacrée selon laquelle le « Parti dirige, l'État gère » illustre cette imbrication fonctionnelle. Les récentes restructurations institutionnelles liées à la réforme administrative de 2025 permettent ainsi au Parti d'exercer un contrôle encore plus direct sur la conduite des affaires publiques et sur les processus de nomination à l'échelle locale.

Cette dynamique s'inscrit dans un pragmatisme économique sans complexe revendiqué par Tô Lâm, qui ne remet pour autant pas en cause la place de l'idéologie, caractérisée par l'accent mis de façon accrue sur la centralisation de la gouvernance et le renforcement de la discipline partisane. Bien que le PCV et le gouvernement soient étroitement imbriqués, ils disposent de budgets distincts. Or, on observe depuis plusieurs années une croissance plus rapide du budget alloué à la bureaucratie du Parti qu'à celle de l'appareil d'État. Cette évolution confirme la place centrale occupée par le PCV dans le devenir du régime. Dans ce contexte, la mission économique qu'il s'arroge tend à s'imposer de plus en plus comme une de ses fonctions centrales. Elle apparaît indissociable des objectifs politiques et idéologiques poursuivis par le régime, ainsi que de la lutte contre la corruption, qui est intégrée à la légitimation de l'autorité partisane et à la préservation de la stabilité du système.

Au cours des 18 premiers mois que Tô Lâm a passés à la direction du PCV, d'importantes interrogations quant à son style de gouvernance et aux modalités de la restructuration du pouvoir ont été soulevées. Dès lors, le secrétaire général du Parti sait qu'il entame ce nouveau mandat à la tête d'un pays en proie à de fortes tensions internes. Au sein de l'appareil d'État, l'influence considérable acquise dans son sillage par la police (depuis la précédente législature, 2021-2026) suscite des résistances de la part de l'Armée populaire du Viêt Nam, l'un des piliers traditionnels du régime. Tô Lâm assume une logique de pouvoir fondée sur la dissuasion et l'obéissance. Il semble convaincu que la crainte qu'il inspire, tant au sein de la population que parmi les différentes factions du régime, constitue une condition nécessaire à sa propre sécurité politique. Dans cette perspective, il a démontré au fil des années sa capacité à exercer un contrôle étroit sur les organes de direction du pays. L'événement le plus révélateur en la matière est la nomination, en 2025, de deux de ses proches collaborateurs, Luong Tam Quang et Nguyễn Duy Ngoc, au précédent Bureau politique.

Tous deux ont été ses adjoints au ministère de la Sécurité publique et sont originaires de sa province natale de Hung Yen. Ces nominations marquent une rupture avec les normes de promotion au sein du PCV. Ni Luong Tam Quang ni Nguyễn Duy Ngoc (souvent perçu comme un successeur potentiel de Tô Lâm) ne remplissaient les critères requis pour accéder au Bureau politique, lesquels incluent généralement l'accomplissement d'un mandat complet au sein du Comité central et une expérience préalable à la tête d'une grande province ou d'un ministère central. Par ailleurs, Tô Lâm maintient à des postes stratégiques plusieurs anciens collaborateurs issus du ministère de la Sécurité publique, conservant son ancien vice-ministre comme ministre en exercice et plaçant un autre ancien vice-ministre à la tête de la Commission centrale d'inspection, organe déterminant de la lutte anticorruption. En 2025, de nombreuses autres nominations clés concernent des personnalités entretenant des liens personnels, professionnels ou régionaux étroits avec Tô Lâm. On peut notamment citer la désignation de Vu Hồng Van à la présidence du Comité populaire de la riche province de Đồng Nai, celle de Nguyễn Hải Ninh au poste de ministre de la Justice, celle de Nguyễn Thanh Tung à la tête de la police de Hanoï, ainsi que la nomination de Tô Long, le fils de Tô Lâm, à la direction du Département de la sécurité extérieure (A01) du ministère de la Sécurité publique.

La concentration de positions de pouvoir du Parti, du gouvernement et de l'État au sein d'un réseau restreint de proches collaborateurs alimente des inquiétudes croissantes quant à la montée du clientélisme, du particularisme et à un déséquilibre régional accru au sommet du pouvoir central. Ce regain d'influence des cadres issus de la Sécurité publique se manifeste aussi sur le plan des effectifs et de l'administration civile. On note une augmentation significative du nombre d'officiers de police nommés à des fonctions politiques et administratives de premier plan, comme l'illustrent la promotion du chef de la police de Hà Giang, Phan Huy Ngoc, au poste de président du Comité populaire provincial, ou encore la nomination de Nguyen Hai Trung en qualité de vice-ministre des Affaires ethniques et religieuses.

Ce que signifie pour l'avenir du pays la réforme administrative de Tô Lâm

Sous couvert de la lutte contre la corruption et de la rationalisation de l'appareil bureaucratique, Tô Lâm a engagé en 2025 une vaste réforme administrative – la plus ambitieuse depuis celle de 1995 –, qui s'inscrit pleinement dans la reconfiguration en cours du paysage politique vietnamien. Au nom de la simplification et de la rationalisation de l'appareil de l'État-parti, la réforme a fusionné ou supprimé de nombreuses agences administratives. La carte administrative du pays est ainsi remaniée : les 63 unités territoriales de niveau provincial sont regroupées en 34 entités, le nombre de communes est réduit de 10 035 à 3 321 et l'échelon des districts est entièrement supprimé. Présentée par les autorités comme une « révolution contre la bureaucratie », cette réforme vise à accroître l'efficacité de l'action publique sur l'ensemble du territoire dans un contexte de forte concurrence économique sur la scène internationale. Tô Lâm veut renforcer l'attractivité du Viêt Nam en simplifiant l'implantation des investisseurs étrangers sur le territoire. Au fil des années, une bureaucratie de plus en plus lourde s'est en effet constituée dans le pays à tous les niveaux – des communes aux districts, en passant par les provinces et le gouvernement central – contribuant ainsi à la complexification et à l'augmentation des coûts dans le milieu des affaires.

La réforme de l'administration vise à réduire de manière significative – de deux à trois fois selon les autorités – le nombre d'interfaces propices aux pratiques corruptives, tout en améliorant la lisibilité institutionnelle pour les acteurs économiques étrangers. Pour les investisseurs étrangers, en particulier chinois (parmi les premiers investisseurs étrangers du pays), cette réorganisation est une bonne nouvelle. La création par Tô Lâm de nouvelles « super-provinces », conçues comme des entités administratives de taille critique capables d'attirer les capitaux internationaux, favorise l'émergence de nouveaux pôles régionaux de croissance à travers le pays. Enfin, la réforme poursuit un objectif de maîtrise des finances publiques. L'État consacre actuellement jusqu'à 70 % de son budget aux dépenses de fonctionnement des agences administratives. La restructuration vise à réduire cette charge en supprimant, au cours des cinq prochaines années, environ 20 % des effectifs totaux de fonctionnaires (100 000 agents d'ici à 2030) et d'agents du secteur public rémunérés sur le budget de l'État.

Néanmoins, cette réforme administrative poursuit aussi des objectifs très politiques. À l'instar de la séquence de l'automne 2023, lors de laquelle Tô Lâm s'est emparé de la Commission centrale de lutte contre la corruption afin de préparer sa succession à l'ancien secrétaire général Nguyễn Phú Trọng, la réforme administrative a constitué un instrument central de consolidation de son pouvoir et de renforcement de l'emprise du PCV sur le territoire. La fusion des provinces réduit mécaniquement le nombre de dirigeants provinciaux, les rendant potentiellement plus aisément contrôlables par l'échelon central. La relation entre l'autonomie régionale et la décentralisation, très encadrée par l'échelon central, constitue un enjeu structurel du système politique vietnamien. En misant sur une recentralisation administrative, Tô Lâm fait le pari qu'une gouvernance plus intégrée favorisera la modernisation du pays, tout en lui permettant de renforcer sa capacité de contrôle politique. Fait inédit depuis la période du Doi Moi (*nom de la réforme économique initiée en 1986, qui a autorisé puis favorisé l'économie de marché au Viêt Nam, ndr*), les délégués des 34 provinces et villes nouvellement fusionnées sont désormais désignés par les autorités centrales, et non plus élus selon les procédures habituelles. La réduction de 46 % du nombre de secrétaires provinciaux du Parti renforce ainsi de manière significative le pouvoir discrétionnaire de Tô Lâm, en lui offrant une marge de manœuvre accrue pour promouvoir des cadres loyaux. Cette recomposition contribue à consolider la stabilité politique autour de son équipe dirigeante. Par ailleurs, la diminution du nombre de provinces entraîne mécaniquement une baisse du nombre de membres du Comité central, facilitant l'exercice du contrôle du Bureau politique et du Secrétariat sur les échelons inférieurs du Parti.

Ce nouveau découpage illustre le caractère fortement centralisé du processus décisionnel au Viêt Nam. La réforme est conçue, initiée et imposée par le sommet du Parti, en premier lieu par Tô Lâm lui-même. L'Assemblée nationale n'en constitue plus un lieu de délibération substantielle, se contentant d'entériner les décisions prises en amont. Ce fonctionnement marque un retour à une logique largement abandonnée depuis plus d'une décennie, selon laquelle les réformes majeures de l'appareil d'État sont décidées par le noyau dirigeant du Parti, puis formellement approuvées par l'organe législatif.

Le renforcement du poids politique et économique des acteurs sécuritaire

Depuis le 13^e Congrès du Parti communiste vietnamien en 2021, l'influence des acteurs sécuritaires – police et armée – est manifeste au sein de l'appareil d'État. Plus de la moitié des membres du Bureau politique de la précédente législature en étaient issus (trois sièges pour le ministère de la Défense et six pour le ministère de la Sécurité publique) ; le 14^e Congrès du PCV confirme cette dynamique (deux sièges pour le ministère de la Défense et cinq sièges pour le ministère de la Sécurité publique). La nouveauté provient de la résurgence des rivalités entre les deux principaux acteurs sécuritaires qui se sont soldées, au bout du compte, au profit de la police. Tô Lâm a fait campagne au sein du Parti pour que le poste de président, qui revient traditionnellement à un membre de l'Armée populaire du Viêt Nam, soit fusionné avec celui de secrétaire général. L'enjeu pour Tô Lâm était de répondre à une défiance nouvelle de sa hiérarchie militaire à l'approche du congrès et de rappeler que l'épicentre du pouvoir se situe bien autour de la Sécurité publique. L'ancien ministre de la Défense, Phan Van Giang, candidat au poste de président et un temps rival avoué de Tô Lâm, est relégué au 7^e rang dans le nouveau Bureau politique. Alors que les réseaux de

pouvoir de la Sécurité publique contestent ouvertement aux militaires leur prééminence politique (mais également économique), des négociations qui se sont tenues avant le congrès ont permis d'aboutir, dans la douleur, à un compromis pour « rééquilibrer » les rapports de force entre les deux camps. Tô Lâm a œuvré à ce rééquilibrage, notamment en renforçant la visibilité politique des militaires au moment même où il attribuait plus de poids économique à la police.

Au lendemain du 14^e Congrès du PCV, l'armée conserve donc un avantage numérique avec 26 représentants, un chiffre qui ne fait qu'augmenter au fil des mandats successifs. L'image très positive des militaires dans l'opinion publique au Viêt Nam concourt à l'affirmation de cette visibilité. Ce [vaste réseau s'étend du ministère de la Défense nationale jusqu'aux régions et aux corps militaires](#), renforçant ainsi l'armée en tant que pilier du système. Son dirigeant, le ministre de la Défense nationale, Phan Van Giang, reste au sein du Bureau politique en tant que « cas particulier » (en principe, les dirigeants ne doivent pas être réaffectés delà de 65 ans), cela en dépit de sa rivalité avec Tô Lâm – un signe témoignant de l'importance du pilier militaire pour la stabilité du système au Viêt Nam. De son côté, le ministère de la Sécurité publique ne compte que 7 représentants. Les forces de police ont donc en apparence moins de poids, mais chaque membre est un général occupant un poste clé, du ministre aux vice-ministres. Cela leur permet d'exercer une influence directe sur la gestion interne du Parti, la surveillance de la sécurité et le système administratif. Leur périmètre d'intervention est par ailleurs renforcé depuis la réforme administrative, puisque plusieurs compétences auparavant réparties entre d'autres ministères leur sont désormais attribuées : les examens de conduite et la sécurité aérienne (anciennement au ministère des Transports), la gestion des dossiers judiciaires (ministère de la Justice), ainsi que la cybersécurité (ministère de l'Information et des Communications).

L'armée, longtemps considérée comme la force dominante et garante de la souveraineté nationale, cède à la police la responsabilité de la surveillance des [zones frontalières et des postes frontières du pays](#). En 2025, l'adoption d'une nouvelle loi sur l'industrie de la défense et de la sécurité nationale (loi 38 sur la Défense nationale, la sécurité et la mobilisation industrielle) diminue par ailleurs progressivement le poids des militaires dans l'économie nationale, le texte autorisant les entreprises privées – et donc des acteurs extérieurs au conglomerat industriel-militaire étatique vietnamien – à intervenir dans des secteurs technologiques de pointe, tels que l'intelligence artificielle ou l'informatique quantique. Pour compenser ces pertes, les militaires obtiennent le maintien d'une large autonomie en matière de gestion des carrières de leurs hauts responsables, ainsi que la garantie de poursuivre leurs activités économiques. De récentes *enquêtes de corruption* ont imposé un grand stress sur l'appareil militaire vietnamien, qui redoute que Tô Lâm ne suive l'exemple de Xi Jinping, ce dernier ayant fait tomber des [figures importantes au sommet de l'Armée populaire de Libération](#). Le 18 avril 2022, cinq généraux et deux autres officiers supérieurs des [garde-côtes vietnamiens ont été arrêtés pour différentes accusations de corruption](#).

Le renforcement du poids économique du [ministère de la Sécurité publique est donc une donnée importante au Viêt Nam](#), car il crée une inversion des rapports de force avec les militaires. Historiquement, le ministère de la Défense occupe une place importante dans l'économie du pays. Les forces armées contrôlent une vingtaine d'entreprises (dont le groupe d'industrie militaire et de télécommunications Viettel, créé en 1989), soit davantage que l'ensemble des entreprises relevant d'autres ministères civils (ministère des Finances, ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, etc.). À l'exception de quelques entités directement liées à la production d'armements, la majorité de ces entreprises sont de nature commerciale et opèrent dans des secteurs aussi variés que l'immobilier, la construction, l'import-export ou encore l'exploitation des ressources naturelles. Elles mobilisent des ressources militaires tout en étant pleinement intégrées au marché et en concurrence directe avec les entreprises privées. Plusieurs officiers de la police sont nommés à la tête d'entreprises proches du pouvoir comme chez l'opérateur de [télécommunications MobiFone](#), troisième réseau du pays avec environ 24 millions d'abonnés (18,5 % du marché national).

Enfin, cette évolution se manifeste également dans le domaine de la diplomatie économique. Ce n'est pas le ministre de l'Industrie et du Commerce, mais celui de la Sécurité publique, le général Lương Tam Quang – les forces de police et l'armée vietnamiennes relevant d'une hiérarchie de grades comparable, incluant des généraux de police et des généraux d'armée – qui a reçu, en 2025, le président-directeur général de la société américaine *Nebula Energy* afin de négocier l'acquisition d'une participation de 49 % dans le projet de terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) de Cai Mep, situé dans le Sud du Viêt Nam. Dans ce contexte, la diversification des achats en matériel militaire engagée par l'État depuis la dernière législature accroît la compétition entre les centrales d'achat respectives des deux ministères (Vaxuco et Gaet pour le ministère de la Défense, Thanh Binh – notamment – pour le ministère de la Sécurité publique). Depuis quelques mois, Tô Lâm tente notamment de limiter le poids économique de ces acteurs de la défense sous tutelle en renforçant les transferts de compétences et de budget vers la Sécurité publique et ses différents opérateurs.

*

* *

L'année 2026 doit marquer le 40^e anniversaire du Doi Moi et voit l'installation d'une nouvelle équipe dirigeante pour les cinq prochaines années, qui articule une [vision stratégique ambitieuse pour le Viêt Nam](#) et exhorte le pays à « ne pas s'endormir sur ses lauriers ». Pour cette nouvelle mandature (2026-2031), Tô Lâm affiche l'ambition de faire du Viêt Nam une nation riche et prospère. Cet objectif s'inscrit dans une perspective fortement symbolique, celle de l'horizon du centenaire du Parti communiste vietnamien, qui joue un rôle structurant dans la définition des priorités politiques et stratégiques du régime.

La double sphère d'intervention des acteurs sécuritaires – à la fois dans le domaine politique et économique – constitue une composante structurante du nouveau pouvoir au Viêt Nam. Bien que son pragmatisme économique puisse le présenter comme un réformateur déterminé, Tô Lâm ne se positionne pas comme un dirigeant promettant davantage de libertés politiques ou défendant des avancées démocratiques significatives. Son objectif est la stabilité sociale du pays et l'affirmation du rôle central du Parti aux mains de la Sécurité. L'empreinte politique des acteurs de sécurité continue de croître dans le pays. Si l'Armée populaire maintient une envergure organisationnelle et continue de jouer un rôle de premier plan, la réalité du pouvoir est désormais clairement entre les mains de la Sécurité publique. L'horizon économique à 2045 comprend, pour la direction du pays, la mise en place d'un [système de contrôle social « à la vietnamienne »](#). La réforme administrative de 2025 s'accompagne d'un développement des [infrastructures numériques](#) destinées à suivre et contrôler la population sur le territoire, ainsi que dans les entreprises et les institutions publiques. À Hanoï, la police engrange les premiers résultats depuis l'installation de son système de caméras intelligentes et prévoit d'étendre cette surveillance à d'autres « incivilités urbaines », consolidant ainsi la capacité de l'État à réguler les comportements individuels et collectifs.

Les prochaines années seront déterminantes pour évaluer la capacité du PCV à maintenir ses objectifs de croissance économique dans un contexte démographique contraignant. Le Viêt Nam pourrait en effet être confronté au risque de « vieillir avant de devenir riche » : le pays devrait atteindre le stade de « société âgée » à l'horizon 2034-2035, ce qui réduirait d'autant la fenêtre d'opportunité pour combler un retard accumulé du point de vue de la croissance économique. Une telle dynamique pourrait accroître les tensions sociales et poser un défi majeur à la stabilité du régime, soulignant ainsi, pour Tô Lâm, l'importance des stratégies de contrôle social et de sa mainmise sur l'État-parti.

Crédit photo : [Andy Soloman](#)

— • — — • — — • •

Benoît de Tréglodé

Benoît de Tréglodé ([@nmlnml9](#)) est directeur du domaine Afrique, Asie, Moyen-Orient à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Spécialiste du Viêt Nam et des questions sécuritaires en Asie du Sud-Est, il co-dirige le Centre Asie du Sud-Est de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, UMR 3170). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le Viêt Nam, dont [Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple](#) (Ateliers Henry Dougier, 2021) ou [Le Vietnam en 100 questions](#) (Tallandier, à paraître), et a dirigé une [Histoire du Viêt Nam de la colonisation à nos jours](#) (Éditions de la Sorbonne, 2018).

Comment citer cette publication

Benoît de Tréglodé, « Le nouvel épiscentre du Parti communiste vietnamien : Tô Lâm et l'affirmation des services de sécurité », *Le Rubicon*, vol. 6, 12 février 2026
[<https://lerubicon.org/le-nouvel-epicentre-du-parti-communiste-vietnamien-to-lam-et-laffirmation-des-services-de-securite/>].